Annexe

PROCÉDURE POUR POSER DES QUESTIONS ÉCRITES EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Selon l'Article L225-108, « le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, doit adresser ou mettre à la disposition des actionnaires les documents nécessaires pour permettre à ceux-ci de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche des affaires de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou de leur mise à la disposition des actionnaires sont déterminées par décret en Conseil d'État.

A compter de la communication prévue au premier alinéa, tout actionnaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, est tenu de répondre au cours de l'assemblée. Une réponse commune peut être apportée à ces questions dès lors qu'elles présentent le même contenu.

La réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site internet de la société dans une rubrique consacrée aux questions-réponses. Le conseil d'administration ou le directoire peut déléguer, selon le cas, un de ses membres, le directeur général ou un directeur général délégué pour y répondre ».

- La procédure à suivre :

Envoyer la ou les question.s à l'adresse inscrite sur l'avis de convocation/réunion enregistré au BALO au plus tard le quatrième jour ouvré¹ précédant la date de l'assemblée générale et, en principe, après la date de convocation à l'assemblée générale. Le plus souvent, mais pas toujours, le jour précis est indiqué dans l'avis de convocation/réunion.

Ces questions doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte des titres détenus par l'actionnaire datée au plus tard du jour de l'envoi de la question écrite.

Pour récupérer l'attestation d'inscription en compte d'actionnaire, il convient de contacter la banque auprès de laquelle vous détenez un compte-titre et effectuer la demande.

Si les titres de l'actionnaire sont détenus au nominatif pur, il convient de remplacer l'attestation d'inscription en compte par la preuve que les titres sont bien inscrits au nominatif pur (capture d'écran...).

Ces deux documents sont à adresser par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse indiquée sur l'avis de convocation/réunion (le plus souvent au président du conseil ou du directoire au siège social de la société) ou par voie électronique. Cette deuxième possibilité (la plus pratique) n'est pas une obligation légale. Cependant, depuis la crise sanitaire, les sociétés françaises du CAC40 (pas toutes) mettent à disposition une adresse électronique dédiée. Celle-ci est indiquée dans le passage sur les questions écrites dans l'avis de convocation/réunion.

Attention, certaines sociétés ont aussi pris l'habitude de mettre à disposition une autre adresse électronique dédiée que celle inscrite sur l'avis de convocation (*ou une plate-forme en ligne*) pour alimenter le dialogue durant l'assemblée générale. Cette dernière ne peut pas être utilisée dans le cadre de l'envoi officiel des questions écrites.

¹ Dans ce cadre, les jours ouvrés sont les jours de la semaine hors jours fériés. Le samedi et le dimanche ne sont pas des jours ouvrés.

- Exemple :

L'Oréal, BALO - 15 mars 2023 :

“Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites peut, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée, soit le lundi 17 avril 2023 à minuit, envoyer à la Société ses questions par lettre recommandée avec accusé de réception en les adressant au Président du Conseil d'Administration de L'Oréal, 41, rue Martre 92117 Clichy Cedex, ou à l'adresse électronique suivante : « info-ag@loreal-finance.com ». Ces questions doivent être accompagnées, pour les détenteurs d'actions au porteur, d'une attestation d'inscription en compte d'actionnaire datée au plus tard du jour de l'envoi de la question écrite”.

NB : Chaque année le FIR pose une dizaine de questions ESG aux entreprises du CAC40 et publie, une fois les réponses reçues, un rapport de synthèse travaillé avec ses membres, et publié sur son site Internet.

En ce qui concerne les sociétés du CAC40 dont le siège social n'est pas basé en France (Pays-Bas ou Luxembourg), cette faculté de poser des questions écrites avec obligation de réponse n'est pas offerte. Cependant, la dynamique instituée par le FIR les a conduites à répondre aux questions écrites qui leur ont été adressées, au même titre que les sociétés françaises.

Exemple de demande d'attestation d'inscription en compte de vos actions destinée au dépositaire

Demande à adresser à votre dépositaire

Nom du dépositaire

Société de gestion/investissement XX

À , le

Objet : demande d'attestation d'inscription en compte des actions de

Madame, Monsieur,

Par la présente, je vous vous demande d'établir, en date du , les attestations d'inscription en compte des titres détenus (sur base des expositions **au plus tard jour de l'envoi de la QE, J-4 avant l'AG (jour précis indiqué dans l'avis de convocation)**, 0 heure, heure de Paris, par compte/fonds de la **Société de gestion / investisseur XX** (SIREN) en actions de la société (Code ISIN :) dont le siège social est **référence :**

« Assemblée Générale des actionnaires de du **(jour de l'AG 2023) – Intitulé de la question écrite** »

Ces attestations doivent préciser, en plus de la référence de l'Assemblée générale et de la question écrite susmentionnée, la date et les numéros de comptes (le nom des fonds correspondants et leur code ISIN respectif) sur lesquels ces titres sont détenus.

Je vous prie de bien vouloir transmettre ces attestations au plus tard le à **10 heures**, heure de Paris, comme suit :

- Par mail à **la société de gestion XX / investisseur XX (représentant@xx.com)**
- Par courrier recommandé avec accusé de réception à **adresse de société de gestion XX / investisseur XX.**

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes respectueuses salutations.

Signature du représentant légal